

ORAN

Les extras du prix de la pomme de terre

Les prix inimaginables et inconcevables d'un tubercule qui devient un mets presque de luxe, en l'occurrence la pomme de terre, a engendré une hausse des prix des sandwiches chez tous les gargotiers.

A l'heure du déjeuner, des centaines d'Oranais qui ne peuvent rentrer chez eux pour déjeuner ou qui n'ont pas de cantine sur leur lieu de travail calment leur faim en allant chez des gargotiers que l'on trouve aux quatre coins de la ville.

Le repas le moins cher que l'on peut consommer sur place ou ramener au bureau est l'indétrônable omelette-frites, pour ceux qui n'ont pas peur des calories en trop.

Pour 40 DA, vous aviez une demi-baguette de ce casse-croûte, mais depuis peu, c'est l'inflation, les gargotiers suivant les cours de la pomme de terre

et des œufs. Désormais, il vous en coûtera entre 70 et 80 DA pour une omelette-frites dégoulinante. Si vous calculiez en même temps les pansements gastriques que vous seriez obligé de prendre au bout d'un jour ou deux, il est devenu impossible de caler la faim sans dépenser beaucoup d'argent. Cela replace aussi la couleur locale, la *karantica*, au hit des cache-faim les moins chers au monde.

La question de la production de la pomme de terre et de la flambée de son prix (60-70 DA le kilo) va faire l'objet d'un débat lors du prochain forum de la radio El-Bahia. La direction de



Photo : DR

l'agriculture a récemment expliqué que l'arrivée sur le marché pour le mois de mai de 800 000 quintaux de pommes de terre rééquilibrera les prix sur le marché. Sceptiques, les consommateurs ont plutôt

l'impression d'être les éternels «dindons de la farce», encore un met qui ne leur est pas destiné, réduit qu'ils sont à se souvenir du temps où l'Algérie était le grenier de l'Europe.

Fayçal M.

ANNABA

Vers le retrait de confiance au P/APC

Le siège de l'Assemblée populaire communale devrait connaître dès aujourd'hui une affluence certaine.

Des enquêteurs de différentes institutions de l'Etat y sont dépêchés, dont ceux de la daïra d'Annaba agissant sur instruction du wali, de la brigade de recherche et d'investigation de la Gendarmerie nationale et ceux de la brigade économique et financière de la sûreté de wilaya.

Ils ont pour mission d'investiguer dans le dossier des permis de conduire et de démolition des constructions, de la location des parkings et autres locaux propriétés de la commune, sur les recrutements des vacataires et ceux des 43 jeunes recrutés dans le cadre de l'emploi de jeunes pour être licenciés trois mois après.

La dernière décision du P/APC n° 133 datée du 15 avril 2009, portant réquisition de deux micro-ordinateurs utilisés par le vice-président chargé de l'urbanisme, fera également l'objet de l'intéressement des enquêteurs.

D'autant que cette décision porte comme justificatif : «utilisation à des fins illégales». Ce motif comme tous ces faits ont été considérés par les autorités locales comme étant d'une extrême gravité. Ils sont à l'origine de la réunion impromptue des cadres locaux du FLN élus à l'APC et ceux

de la mouhafadha déterminés à entamer, dans les prochains jours, une procédure de retrait de confiance au P/APC.

C'est dire que le scandale qui vient d'éclater dans cette institution de la quatrième ville d'Algérie gérée par 33 élus (14 FLN, 4 El-Islah, 6 PT, 5 RND et 4 MSP) n'en finit par d'avoir des impacts tant sur le plan politique que sur celui de la gestion. Le vice-président chargé de l'urbanisme (El-Islah), à l'origine de son ébruitement, persiste et signe dans ses accusations à l'encontre du P/APC.

Elles concernent ce qu'il a qualifié être des dépassements, actes d'abus de pouvoir et d'autorité, de compromission et de corruption. «S'il est dans les prérogatives du P/APC d'annuler sa délégation de signature m'empêchant de fait de poursuivre ma mission, sa décision de saisir les deux micro-ordinateurs est injustifiée. Le motif avancé est très grave. Comme l'est sa démarche d'intimidation et les menaces à l'encontre de mes collaborateurs, tous des vacataires. Je suis un élu et en tant que tel, j'assume pleinement mes accusations», a affirmé Tahar Athmani.

Ainsi, ce qui n'était qu'une rumeur sur la politique de deux poids, deux mesures appliquée dans les arrêtés communaux de démolition des constructions illicites se

transforme en réalité. Les documents présentés par M. Athmani comme l'existence de nombreuses extensions illicites de locaux commerciaux sur la voie publique et de bâtis sur des terrains domaniaux et sites historiques classés en sont les preuves irréfutables.

Au vu de la procédure de retrait de confiance déjà entamée, et à moins d'une alliance entre les 19 élus des quatre autres partis politiques, le FLN est appelé à désigner un de ses représentants élus pour occuper le poste de P/APC.

MM. Djefafila-Abbaci et Sahtouri sont les trois candidats qui figurent en tête de liste. Celle-ci est appelée à être soumise à M. Belkhadem, le secrétaire général du FLN, par le sénateur Mohamed Salah Zitouni du même parti. Sur la place publique, ce scandale est largement commenté. Pour les uns, il est la conséquence du dilettantisme appliqué par les services de la wilaya dans le contrôle des activités des communes.

Pour d'autres, ce scandale est la preuve formelle de la compromission pour la sauvegarde d'intérêts bien particuliers qui a de tout temps caractérisé la gestion des institutions de l'Etat.

A. Djabali

TIARET

Le cimetière livré à lui-même

Parmi les traditions respectées par les Tiarétis, à l'instar des autres régions, figurent en bonne place les visites hebdomadaires au cimetière pour se recueillir sur les tombes des siens.

Seulement, sur place, le spectacle est des plus désolants à tel point que l'on se pose moult interrogations quant au laisser-aller constaté dans ces lieux où les morts ne sont pas respectés. Gérés pourtant par les services de la commune, ces lieux donnent l'impression d'être carrément livrés à eux-mêmes,

alors que des jeunes recrutés au titre des différents dispositifs d'insertion peuvent apporter leur contribution.

En effet, les broussailles et autres mauvaises herbes autour des tombes, auquel les s'ajoute l'état insalubre des lieux, représentent un vrai casse-tête pour les nombreux visiteurs qui

s'y rendent, notamment durant les week-ends connus pour leur grande affluence.

Sur place, le constat est amer. La broussaille est tellement dense que les familles éprouvent toutes les difficultés à reconnaître les tombes de leurs proches. Des citoyens, en majorité des personnes âgées, déplorent l'absence d'actions de volontariat menées autrefois à l'intérieur du cimetière.

«L'état du cimetière se détériore de plus en plus et je

saisis l'occasion de lancer un appel à l'APC de Tiaret ne serait-ce que pour dépêcher une commission de constat sur place», a tenu à indiquer une femme âgée.

Cela dit, outre le cimetière, toutes les structures relevant de la gestion de l'APC à l'image du parc d'attractions, pour ne citer que celui-là, nécessitent que l'on s'y penche sérieusement d'autant plus qu'il s'agit de lieux et d'espaces publics.

Mourad B.

GUELMA

Les rats envahissent la ville

Venez faire un tour la nuit dans le centre-ville de Guelma, boulevard Souidani-Boudjemaâ, avenue du 1^{er}-Novembre, avenue Saïd-Boumazaâ, cité Bon-Accueil, cité du 8-Mars, cité du 19-Juin... ou dans les cités avoisinantes de Oued-Maïz, cité Aïn-Defla, A, B et C, sur les hauteurs de la ville et vous vous retrouverez à marcher en compagnie de grosses taupes, de rats et de souris. Le jour, vous les découvrirez facilement dans les caves des immeubles de la cité Ancien-Stade et le fameux bâtiment du 7^e étage, en plein centre-ville de Guelma, à quelques mètres seulement du siège de la wilaya.

«Si on a le malheur d'ouvrir la porte de la maison à la tombée de la nuit, ces visiteurs s'inviteront chez vous, causant une panique qui va durer quelques heures, le temps d'attraper le rongeur et de le mettre à la porte», nous dira une vieille femme, habitante à la rue jugurtha Dar Zikri. «Le malheur est qu'ils sont de plus en plus nombreux ces jours-ci et l'APC de Guelma-ville ne semble pas s'en inquiéter outre mesure», ajoutera-t-elle. Ces bestioles «dangereuses» font la navette tranquillement d'une rue à une autre, s'introduisant dans les faux plafonds des chambres, semant la terreur parmi les enfants et les bébés. La ville de Guelma est devenue, au fil des ans, en raison de l'absence d'entretien et d'hygiène, un véritable dépotoir à ciel ouvert : rats, taupes, souris et cafards y ont élu domicile, aux quatre coins de la ville et cités de la ville, odeurs nauséabondes, tas d'ordures, sans parler des vaches qui sillonnent toute la ville, pour brouter les détritiques amassés aux alentours des marchés. Un décor désolant qui nous renvoie aux quartiers «pauvres» de l'Inde !

«Où sont nos élus locaux ? Que font-ils pour nous ? Le Sénat, l'APN, l'APW et l'AP ne sont pas des fins en soi. C'est là et maintenant qu'ils devraient agir !», crieront des citoyens excédés.

A. Boudeffa

SOUK-AHRAS

Six personnes intoxiquées

Six cas d'intoxication alimentaire ont été enregistrés ces jours-ci au niveau du chef-lieu de la wilaya de Souk-Ahras. En effet, selon une source hospitalière, les victimes souffraient de douleurs abdominales, accompagnées de vomissements. Les six personnes atteintes ont été placées en observation au niveau de l'hôpital Ibn Rochd. Les produits consommés ont été envoyés au laboratoire pour analyse bactériologique.

Barour Yacine